



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240422-lmc1325989-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 23 avril 2024
Date de publication : 23/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/236		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 100 000 € A LA FONDATION MAEGHT - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/236

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 100 000 € A LA FONDATION MAEGHT -
CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil métropolitain du 4 mai 2023 portant
délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale et dispose à ce titre d'équipements d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences culturelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient et encourage les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement,

CONSIDERANT que la Fondation Marguerite et Aimé Maeght, est propriétaire d'un ensemble d'œuvres d'art de l'artiste Joan Miró,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Fondation mettra à disposition de la Banque - Musée des Cultures et du Paysage à Hyères-les Palmiers, 74 de ses œuvres en vue d'une exposition monographique organisée du 12 juillet au 24 novembre 2024,

CONSIDERANT que, compte-tenu de la notoriété de l'artiste et de la dimension nationale et internationale de cette exposition, les retombées médiatiques et touristiques vont impacter de manière significative le territoire métropolitain,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par la Fondation Marguerite et Aimé Maeght,

CONSIDERANT l'intérêt de soutenir ce projet d'exposition pour le développement culturel de la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à la Fondation Marguerite et Aimé Maeght, une subvention d'un montant maximum de 100 000 € au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les termes de la convention d'objectifs définissant les conditions d'octroi et d'utilisation de la subvention à la Fondation Marguerite et Aimé Maeght.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention d'objectifs établie au titre de l'année 2024 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Fondation Marguerite et Aimé Maeght.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2024, service CULTURE opération 223 chapitre 65.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OBJECIFS
établie entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée
et la Fondation Marguerite et Aimé Maeght
en vue de l'organisation d'une exposition de Joan Miró sur le territoire
métropolitain

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par délibération n° du Bureau du ,

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »

D'une part,

ET

La Fondation Marguerite et Aimé Maeght, ayant son siège au 623 Chemin des Gardettes – 06570 Saint-Paul de Vence, représentée par son Président, **Monsieur Adrien MAEGHT**, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée « la Fondation »

D'autre part,

Et ensemble ci-après dénommées « les parties ».

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUI

Afin d'assurer un développement dynamique et durable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale. Elle dispose à ce titre d'équipements culturels d'envergure nationale et internationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant et soutient les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement. Forte de l'ensemble des initiatives entreprises sur son territoire par les acteurs du monde de la culture et l'ensemble des partenaires locaux et nationaux associés, la Métropole a fait le choix de placer la Culture au premier plan.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation Marguerite et Aimé Maeght, est propriétaire d'un ensemble d'œuvres d'art de l'artiste Joan Miró. A ce titre, la Fondation mettra à disposition de la Banque - Musée des Cultures et du Paysage à Hyères-les Palmiers 74 de ses œuvres en vue d'une exposition monographique organisée du 12 juillet au 24 novembre 2024 et sollicite pour ce faire le soutien financier de la Métropole TPM.

Compte-tenu de la notoriété de l'artiste et de la dimension nationale et internationale de cette exposition, dont les retombées médiatiques et touristiques vont impacter de manière significative le territoire métropolitain, la Métropole TPM souhaite accompagner ce projet en apportant son soutien à la Fondation Marguerite et Aimé Maeght.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'octroyer une subvention à la Fondation Marguerite et Aimé Maeght, qui a sollicité le soutien financier de la Métropole TPM, pour permettre la mise en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, d'une programmation artistique au sein de la Banque - Musée des Cultures et du Paysage à Hyères-les Palmiers conformément à son objet statutaire et ce, du 12 juillet au 24 novembre 2024.

La Métropole contribue financièrement à cette action et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention et modalités de versement

Le montant de la subvention est de 100 000 € maximum.

Cette somme sera mandatée et payée en un versement dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales à la notification de la présente convention.

Ce montant sera réglé par mandat administratif et crédité sur un compte ouvert au nom de la Fondation.

Cette somme sera imputée sur le budget principal de la Métropole TPM au titre de l'exercice 2024, le comptable assignataire étant le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3 : Obligations et engagements de la Fondation Marguerite et Aimé Maeght

Au titre de l'année 2024, la Fondation s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, la programmation artistique et culturelle prévue en préambule de la présente convention selon les conditions et obligations stipulées ci-après.

La fondation s'engage à fournir dans les 6 mois maximum suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été attribuée :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention. Il est accompagné d'un bilan qualitatif et quantitatif du programme d'actions. Ces documents sont signés par le Président de la Fondation ou toute personne habilitée.
- les comptes annuels et leurs annexes, signés par le Président de la Fondation ou toute

personne habilitée ; les comptes seront certifiés par la Présidente de la Fondation en dessous d'un seuil de 153 000 euros. Au-delà la Fondation aura obligatoirement recours à un commissaire aux comptes et s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci

Elle s'engage également à :

- mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- signer et respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) joint conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : Contrôles par la Métropole TPM

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A ce titre la Fondation s'engage à faciliter le contrôle par la Métropole TPM, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et devra lui communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 6 : Assurances et responsabilités

La Fondation exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive et s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être directement ou indirectement recherchée.

La Fondation devra être en capacité de fournir à tout moment à la Métropole TPM les attestations d'assurances correspondantes.

Par ailleurs, il est précisé que pour toutes ses activités, la Fondation s'acquittera du règlement des droits d'auteur, lorsque ces dispositions sont applicables, dégageant toute responsabilité de la Métropole TPM en la matière.

ARTICLE 7 : Communication

La Fondation s'engage à prendre en charge son plan de communication et mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM, notamment en apposant son logo sur les supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins. Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Métropole TPM ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 8 : Evaluation

L'évaluation de la réalisation des projets et actions auxquels la Métropole TPM a apporté son concours est établie sur un plan quantitatif comme qualitatif dans les conditions définies d'un commun accord entre la Métropole TPM et l'association et précisée en annexe IV de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, s'il y a lieu sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 9 : Modifications de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 10 : Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielles et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la Fondation sans information préalable par écrit auprès de la Métropole TPM, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 12 : Contentieux

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 13 : Annexes

La présente convention comporte deux annexes :

- Budget prévisionnel de l'exposition Joan Miró
- Contrat d'Engagement Républicain

Ces deux annexes font partie intégrante de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président de la Fondation
Marguerite et Aimé Maeght**

Jean-Pierre GIRAN

Adrien MAEGHT

ANNEXE I

BUDGET PREVISIONNEL

FONDATION MARGUERITE ET AIME MAEGHT
EXPOSITION JOAN MIRO // MUSEE DES CULTURES ET DU PAYSAGE - HYERES LES PALMIERS

CHARGES		PRODUITS	
60 ACHATS	30 000,00 €	70 VENTE DE PRODUITS FINIS, MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	20 000,00 €
Achats matières et fournitures	5 000,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	20 000,00 €
Autres fournitures (montage, scénographie)	25 000,00 €		
61 SERVICES EXTERIEURS	10 000,00 €	73 DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	160 000,00 €
Documentation (action culturelle)	10 000,00 €	Dotations et produits de tarification	16 000,00 €
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	240 000,00 €	SUBVENTION D'EXPLOITATION	150 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires (commissariat et régie des oeuvres)	150 000,00 €	Métropole TPM	100 000,00 €
Publicité, publication	30 000,00 €	Communes (Ville de Hyères)	50 000,00 €
Déplacements, missions (transport œuvres)	60 000,00 €		
64 CHARGES DE PERSONNEL	50 000,00 €		
Rémunération des personnels	50 000,00 €		
TOTAL CHARGES	330 000,00 €	TOTAL PRODUITS	330 000,00 €

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) NICOLAS GITTON
DIRECTEUR

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

FONDATION MAEGHT

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le, 4/9/24 à St Paul

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Nicolas GITTON
Signature

FONDATION MAEGHT
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE
06570 ST-PAUL

